

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

FEVRIER 1971

L'ÉVOLUTION DU CAPITALISME EN ESPAGNE

La fin de l'année 1970 a été marquée par le procès de BURGOS. On a vu alors un peu partout dans le monde des gens s'agiter, des gouvernements intervenir, les partis politiques, les syndicats prendre position, organiser des défilés, des meetings et même des mini-grèves de protestation (en France 15 minutes dans la métallurgie, 5 minutes dans l'enseignement avec distribution d'un tract sans complexe intitulé "Par notre grève, sauvons-les !"). Tous les professionnels du cirque politique, les exploiters à l'Est comme à l'Ouest et tous les candidats exploiters, bureaucrates besogneux ou révolutionnaires estampillés se transformèrent soudain en Saint-Bernard. Tous y allèrent de leur petit couplet, ce qui avait pour chacun l'avantage inespéré de se refaire une popularité à bon compte et surtout de détourner les travailleurs de leurs luttes réelles contre leurs propres exploiters et leurs propres bureaucrates.

Notre rôle n'est pas d'apporter une preuve supplémentaire de l'emploi de la violence par les capitalistes. Cette violence est quotidienne à l'Ouest comme à l'Est où le procès de Léninegrad au même moment en donnait un brutal témoignage. Par contre, il nous semble utile d'essayer de comprendre quelle est la situation en Espagne actuellement, ce qui nous permettra peut-être de saisir la signification des événements qui s'y déroulent.

Si l'on remonte une vingtaine d'années en arrière, l'Espagne est encore un pays dominé par une économie capitaliste à ses débuts où les secteurs traditionnels comme l'Agriculture et les industries anciennes (extractives surtout charbon et fer) occupent une place prépondérante.

...

Le capital est peu concentré et c'est seulement grâce à l'appareil d'Etat fasciste mis en place après la défaite ouvrière marquant la fin de la guerre civile, que peut reprendre et s'intensifier l'exploitation des travailleurs qui a pour but l'accumulation lente mais continue du capital espagnol. Ainsi peu à peu, l'industrialisation s'effectue, des secteurs nouveaux apparaissent et se développent (industrie de transformation, de consommation notamment), les secteurs les plus anciens se modernisent. Cette tendance de l'économie espagnole s'accélère au cours des dernières années. Ainsi entre 1960 et 1970, la population employée dans l'agriculture et les secteurs qui s'y rattachent passe de 42 % à 31 %. Les travailleurs ainsi disponibles se répartissent dans l'industrie où la main-d'oeuvre passe de 32 à 37 % de la population, et les services, où elle augmente de 26 à 32 %. Cette situation va bientôt peser lourd dans l'évolution de la lutte de classe en Espagne. En effet, l'augmentation de la population ouvrière, sa concentration dans des usines modernes, la dureté de l'exploitation font que la lutte ouvrière, contrainte jusqu'ici par la dictature fasciste à prendre des formes clandestines et parcellaires, va pouvoir à nouveau éclater au grand jour et faire sentir pleinement ses effets.

Dès 1958, les mineurs des Asturies en grève obligent le gouvernement à proclamer l'état d'exception, mais ce sont surtout les grandes grèves de 1962 qui marquent le réveil de la lutte de classe dure. Elles vont frapper des régions et des industries entières, alors même que la grève est interdite et en l'absence de toute organisation syndicale et politique. Sans chefs géniaux, les travailleurs espagnols vont arracher des augmentations de 20 à 30 % en moyenne. Dès lors, d'année en année, la classe ouvrière ne va laisser aucun répit aux capitalistes. Des conséquences importantes en résultent. Pour satisfaire les augmentations de salaires et parer de nouvelles menaces, les capitalistes sont obligés d'accélérer le processus de concentration du capital - les plus faibles disparaissant - et d'accroître l'accumulation avec le risque de nouvelles tensions sociales.

La question vitale pour eux se pose alors en ces termes : comment maîtriser la classe ouvrière, dès lors que la méthode fasciste, non seulement ne peut plus empêcher les conflits sociaux, mais semble au contraire les exacerber ? En effet, la classe ouvrière espagnole, privée de tout moyen d'exprimer ses revendications, est amenée à se lancer dans des luttes frontales qui désorganisent la production et qui obligent les capitalistes à accroître sans cesse la productivité du travail pour compenser les fortes augmentations de salaires concédées. On voit alors des dirigeants capitalistes ou leurs représentants au Gouvernement, les technocrates, envisager de plus en plus sérieusement l'indispensable libéralisation du régime politique, réclamer la reconnaissance officielle des syndicats, seule capable de canaliser les luttes ouvrières et de les maintenir dans des limites raisonnables, ainsi que les libertés bourgeoises élémentaires pour permettre aux oppositions de jouer leur rôle d'illusionnistes auprès des masses. En outre, les nécessités de l'industrialisation imposent une participation accrue au marché international qui se traduit par l'augmentation continue des importations et l'obligation d'exporter des marchandises compétitives.

...

L'appartenance au marché européen, le plus proche et le plus important devient donc indispensable. Dans l'immédiat, s'installe une situation inflationniste, caractérisée par une hausse des prix importante, situation commune à la plupart des autres pays capitalistes. Ces facteurs viennent renforcer les tenants d'un changement des structures de la société.

Mais cette tendance au sein du capitalisme espagnol se heurte aux intérêts d'une autre fraction, regroupant tous ceux qui sont menacés dans leur existence même par la disparition à terme des secteurs les plus archaïques et les moins rentables, et qui a pour conséquence, dans l'immédiat, la baisse de son influence économique et politique au sein de la classe dirigeante. En même temps toute une clientèle politique, une partie de l'appareil d'état, jusqu'ici pilier du régime, et choyée par lui, l'armée, la police, la justice, la hiérarchie de l'église, craignent pour leur avenir dans un état démocratique à l'image des pays capitalistes avancés. C'est à ces luttes de clans au sein de la classe dirigeante que nous assistons depuis quelques années. Aucun ne se fait de cadeau et toutes les occasions sont exploitées pour démolir le clan adverse. Ainsi, l'affaire MATESA, sordide histoire de pots de vin et de combines financières pour s'accaparer les crédits publics, ce qui est monnaie courante dans le système capitaliste, fut débattue sur la place publique pour compromettre la clique de ministres technocrates, de financiers et d'industriels, tous de la tendance libérale qui y avaient trempé.

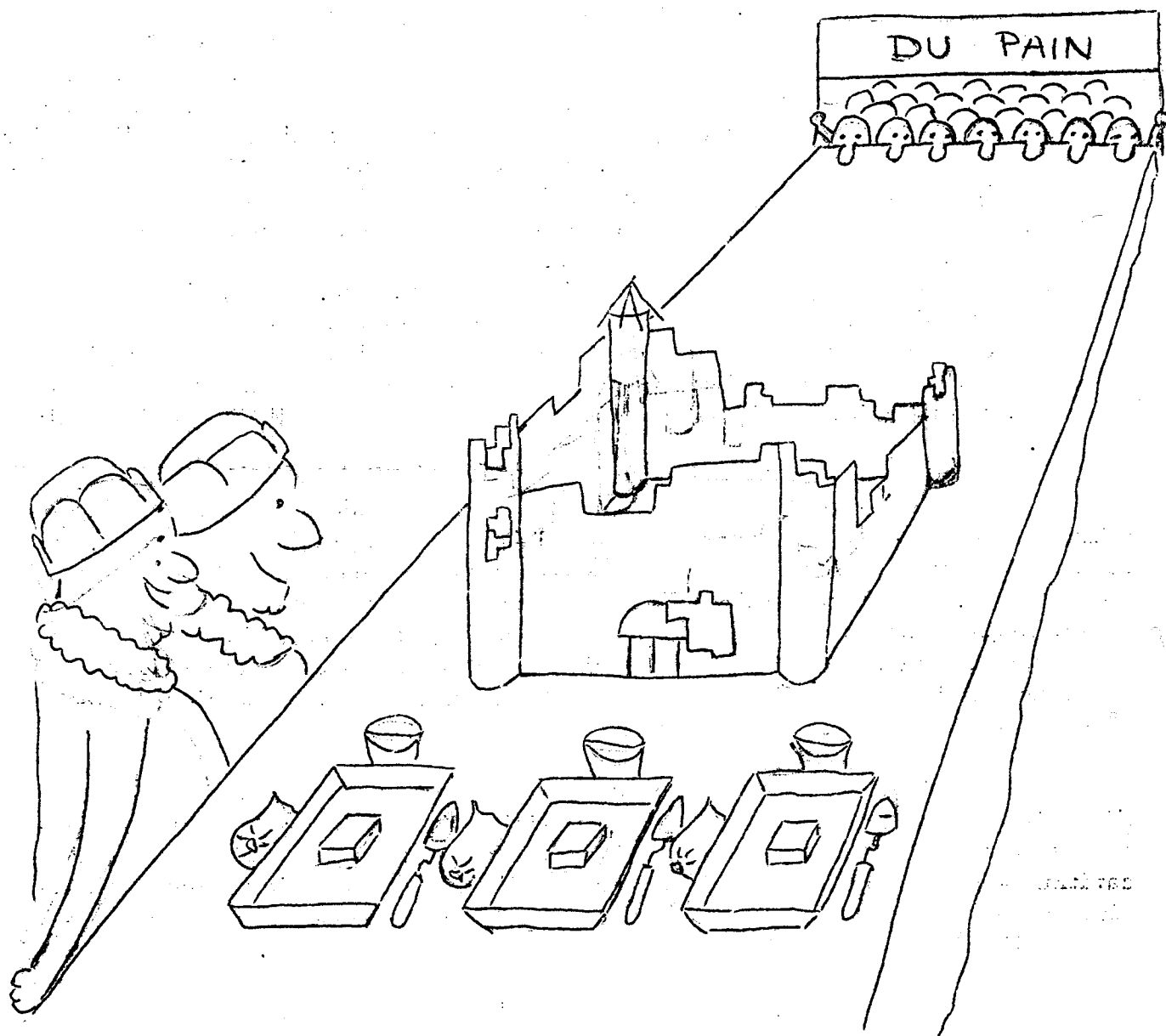
C'est dans le contexte de cette lutte acharnée pour adapter le capitalisme espagnol à son époque que se place l'épisode du procès de BURGOS. Il est une nouvelle occasion pour les clans rivaux de se mesurer et de compter leurs forces. Le soutien actif apporté aux condamnés par les travailleurs espagnols, toujours solidaires des victimes du pouvoir, la menace d'une flambée de luttes sociales ainsi que l'appui des dirigeants des pays occidentaux ont permis à la fraction libérale de s'imposer contre la tendance dure, nostalgique du passé et de la manière forte.

L'intérêt général du capitalisme espagnol semble prévaloir sur l'intérêt d'une fraction particulière, et le sinistre Franco porte-parole du capital national a pu ainsi commuer la peine des accusés. Le récent limogeage d'un capitaine-général, porte-parole respecté de l'armée, qui avait critiqué les ministres technocrates à cette occasion montre que le capitalisme espagnol entend bien réaliser coûte que coûte son adaptation au monde moderne. Il n'est pas exclu toutefois que le clan traditionnel où les jeunes officiers et une partie de l'armée forment le noyau dur, tente à la faveur d'une nouvelle occasion ou même à la suite d'un coup de force, de renverser la situation à son profit.

Il est intéressant de remarquer que pendant toute cette période, c'est la lutte de la classe ouvrière espagnole qui a contraint le capital à se moderniser et que, dans sa rivalité avec la fraction des capitalistes de la vieille garde, la tendance libérale a récupéré et utilisé à son profit les luttes ouvrières dans la mesure où les travailleurs n'ont pas poursuivi leur action sur des objectifs propres et n'ont pas proposé de solution de rechange au pouvoir du capital c'est-à-dire le pouvoir des travailleurs eux-mêmes.

....

Gierek décide de faire reconstruire le château royal de Varsovie (les Journaux)



Ils n'ont pas de pain? Qu'ils mangent des briques

Les commissions ouvrières ont, à cette occasion, montré qu'elles étaient devenues des organisations bureaucratiques, dépassées par la volonté de lutte des travailleurs et incapables d'en coordonner les effets.

0
0 0
LE PARI

Après quelques péripéties finales style valse hésitation dignes des Tartuffes en présence, l'accord S. N. C. F. a été signé le 11 janvier par la direction d'une part et tous les syndicats (F. O., C. G. C., Cadres Autonomes, C. G. T. et C. F. D. T.) d'autre part.

Quelques dispositions concernent les abattements de zone (réduits pour 200.000 cheminots), le taux de calcul des retraites (amélioration de 1,5 %), certaines garanties de salaires (pour les agents de conduite et autres cheminots en cas d'inaptitude physique) etc.

En outre la durée de travail diminuera d'une heure le 1er septembre prochain.

Enfin, la mesure qui a fait le plus parler d'elle concerne l'accroissement des salaires. Il est convenu que les rémunérations s'élèveront de 6 % en 1971, une augmentation de 2 % intervenant à compter du 1er janvier. Or il est prévu que cet accroissement du pouvoir d'achat sera préservé, la direction s'engageant à relever les salaires de 2 % dès que la hausse des prix atteindra 4 %. Au total, l'accroissement de la masse salariale devrait être de l'ordre de 7,80 % en un an.

Les patrons de la S. N. C. F., en signant cet accord, ont fait plusieurs concessions.

D'une part, c'est le point le moins important, ils ont accepté que la durée hebdomadaire de travail soit réduite d'une heure, alors qu'ils avaient proposé seulement 1/2 heure à l'origine. En fait, cette diminution du temps de travail pouvait être accordée facilement car d'importants gains de productivité ont été obtenus l'année dernière ; c'est-à-dire que l'intensité du travail s'est accrue. Mais surtout, une clause d'échelle mobile a été adaptée, et pour une fois ce sont les salaires qui précèdent les prix dans le sens de la hausse et non l'inverse.

....

Certes le pourcentage d'augmentation n'est pas élevé (2 % pour les salaires, 4 % pour la masse salariale si la progression des prix est de l'ordre de 3,80 % comme prévu). Cependant, il est accordé - en période d'inflation - et l'accord sur ce point va servir de modèle pour de nombreux contrats à venir ; ceux-ci concernent dans un premier temps quelque 5 millions de personnes dans le secteur public (Charbonnages, R. A. T. P., E. D. F., Fonctionnaires) puis d'autres secteurs.

Or, l'Etat ne demande pas, en échange de ces concessions, une limitation du droit de grève (l'accord de décembre 1969 à l'E. D. F. prévoyait un préavis de trois mois).

En fait, le calcul du gouvernement est le suivant : depuis deux, trois ans les revendications ouvrières s'élèvent, comme le montrent notamment les exemples américains, allemands et surtout anglais ; devant la détermination de la base, les capitalistes qui adoptent une attitude ferme au départ, doivent finalement consentir d'importantes concessions (par exemple des augmentations de salaires de 15 %). Si l'on prend les devants en accordant une augmentation, limitée mais réelle des salaires, et donc un accroissement du pouvoir d'achat, on peut espérer éviter une grande vague de revendications, accompagnée de grèves. En lâchant un peu de lest, tout de suite, on peut ainsi économiser d'une part des arrêts de travail qui coûtent cher, et d'autre part de fortes augmentations de salaires, très onéreuses elles aussi et qui plus est, inflationnistes.

Tel est le pari du gouvernement et des syndicats. Car ces derniers tout autant que leur partenaire, craignent de voir la base s'agiter et rendre leur position très incofortable.

Le tout, une fois de plus, est de sauver la face, d'où les déclarations de matadors de la C G T, et le petit scénario de dernière heure qui nous a été mitonné au sujet de ce fameux préambule.

La C G T, à qui revient une fois de plus la palme de l'hypocrisie, a effectivement accepté les termes d'un accord qui se réfère à une notion de masse salariale qu'elle vouait pourtant aux gémonies il y a encore peu de temps. Il est vrai qu'elle a encore fait mieux : après avoir condamné en 1969 la collaboration de classe et toute action cautionnant le gouvernement, elle signe maintenant un accord dont la raison d'être implicite (qui ne figure évidemment pas en toutes lettres dans le texte...) est d'obtenir le calme social aux moindres frais. C'est précisément ce dont ont besoin les capitalistes, et la satisfaction qu'ils montrent depuis que l'accord a été signé est révélatrice.

On est donc content des deux côtés. C'est tout de même un peu gênant... Alors il va bien falloir donner le change, par exemple en donnant quelques ordres de grèves-bidon, histoire de prouver qu'on reste vigilants. Mais le fait est là : les capitalistes craignent de plus en plus l'ardeur revendicative croissante des travailleurs ; pour modérer celle-ci, ils sont prêts à faire quelques concessions ; les syndicats ont pour rôle de faire croire que celles-ci constituent un maximum. Si la base ne tombe pas dans le panneau et accentue sa pression, elle peut contraindre les exploités à des concessions plus importantes et leur faire perdre ainsi leur pari.

LUTTE OUVRIERE EN POLOGNE

Tout n'est pas fini en Pologne.

Après l'explosion de décembre 1970, l'opposition entre la classe ouvrière et la bureaucratie entre dans une nouvelle phase qui se caractérise par un louvoiement continu des dirigeants contraints par une forte pression des travailleurs sur les lieux de production.

LA DEMAGOGIE DU GOUVERNEMENT

En effet, il semble que la crédulité des ouvriers ait particulièrement baissé. Il faut dire qu'après les expériences de 1956 et des années suivantes ainsi que celles de décembre 1970, ils ont suffisamment de raisons d'être méfiants. La direction Gierak a beau multiplier les critiques virulentes adressées à GOMULKA elle n'inspire guère confiance. Il est difficile d'innocenter la nouvelle équipe qui participait au gouvernement précédent et d'accuser le seul Gomulka des fautes commises. Ce dernier n'a tout de même pas agi envers et contre tous.

Mais même s'ils veulent se donner une auréole, les bureaucrates sont néanmoins contraints de reprendre certaines critiques ouvrières, ce qui vaut de piquantes remarques sur le fonctionnement du "système socialiste" et les causes des événements actuels. Sans refaire les analyses sur les origines de la crise parue dans le numéro précédent du Bulletin, on peut cependant citer les déclarations officielles qui les justifient.

Ainsi, en ce qui concerne l'inflation l'hebdomadaire ZYCI GOSPODARCZE affirme qu'il était fréquent que les produits à meilleur marché fussent remplacés par des produits soi-disant nouveaux et dont les prix avaient été tout simplement relevés. Nous assistions donc, depuis un certain temps, à une constante hausse plus ou moins camouflée des prix de nombreux articles de consommation." (1)

(1) Le Monde du 12 janvier 1971

De même en ce qui concerne les relations sociales et politique, on dénonce en haut lieu le manque de démocratie : "l'énergie sociale était étouffée ... les tâches devenaient de plus en plus difficiles, l'activité des gens était paralysée à la suite de décisions unilatérales" (1).

Il est toujours intéressant d'apprendre de la bouche même d'un dirigeant que dans un pays que l'on prétend socialiste la classe ouvrière n'a aucun pouvoir et est totalement étouffée.

On apprend aussi beaucoup sur le rôle des syndicats à l'Est.

M. LOGA-SOWINSKI président des syndicats sous Gomulka a été évincé afin d'éviter que ces derniers ne demeurent les instruments de l'exploitation chargés uniquement d'expliquer les décisions du pouvoir. L'hebdomadaire POLITIKA (2) déclare après une enquête menée dans une grande usine de la banlieue de Varsovie que les syndicats ont "trop de goût pour les solutions de facilité, trop d'engourdissement et d'indifférence à l'égard des problèmes des travailleurs". Le Président du Conseil de fabrique décrit ses activités : "Il arrivait qu'on nous parlât ainsi : vous devez exécuter sans discussion ; nous pouvons seulement parler de la façon de réaliser les directives. De tels discours décourageaient les gens".

Il va de soi que de tels propos ne sont que pure démagogie. Ils visent à tempérer la combativité ouvrière qui se maintient d'autant plus qu'aucune mesure concrète ne satisfait vraiment les revendications. Seuls les salaires les plus bas ont été relevés. Pour le reste il ne s'agit que de promesses non encore suivies d'effets ou de mesures qui n'intéressent en rien les travailleurs - tels tous les remaniements dans la direction du parti et des syndicats, qui ne font en fait que changer des têtes mais non pas la politique fondamentale.

Plus remarquables sont les discussions qui s'établissent un peu partout dans le pays au sein des usines et dans le parti. La presse polonaise les qualifie de "sincères" et de "critiques". Le Gouvernement polonais se sent obligé, pour maîtriser la situation, de permettre la discussion avec la classe ouvrière à défaut de satisfaire les revendications matérielles. Une grande partie de la lutte prend ainsi des formes acceptables pour le pouvoir, mais cela n'exclut pas que le jeu soit serré. L'équipe GIEREK se trouve prise en plusieurs feux. Les luttes fractionnelles au sein du parti semblent particulièrement développées, au point que certains groupes se lancent dans une démagogie excessive. Le Gouvernement doit composer, expliquer. C'est ainsi qu'il a adressé à toutes les entreprises et conseils ouvriers une circulaire sur les problèmes sociaux qui se posent au pays, qu'il promet un règlement de comptes au prochain plénum du Comité Central du Parti. En somme, la partie est loin d'être gagnée, d'autant plus que la combativité ouvrière qui explique cette situation se maintient toujours.

...

(1) Discours de J. Tejchma membre du bureau politique (Le Monde 12/01/71)

(2) Le Monde du 17/18 janvier 1971

LA COMBATIVITE DES TRAVAILLEURS

C'est ainsi que l'on voit réapparaître des grèves dans les ports de la Baltique. Aux Chantiers Navals de GDANSK on a enregistré un arrêt de travail d'une heure le lundi 18 janvier afin d'appuyer les revendications présentées. Dans la même ville les employés des tramways ont cessé toute activité pendant quatre heures pour établir leurs revendications. Pendant la deuxième semaine de janvier des "tentatives de grève et de sabotage" ont été signalées à SZCZECIN. Ces cas sont les seuls connus car l'information à ce sujet est très réduite. Néanmoins tout ce qui se passe actuellement en Pologne permet de penser que la pression de la classe ouvrière est très forte, même si elle semble limitée géographiquement. Nombre de ces grèves, semble-t-il, sont utilisées pour permettre aux travailleurs de se réunir et de mettre au point leurs revendications qui prennent ainsi une forme élaborée et un fond politique.

Il y a en premier lieu la question des salaires et des conditions de travail qui vise la diminution de l'exploitation. Si les ouvriers obtiennent entière satisfaction sur ce plan, ils risquent d'aggraver une situation économique déjà chancelante avant les événements et particulièrement critique depuis décembre. A court terme comme à long terme cela ne pourrait qu'affaiblir la bureaucratie. C'est pourquoi celle-ci dont la marge de manoeuvre est très réduite, hésite à prendre des décisions de cet ordre.

A côté de cette question les travailleurs placent celle qui concerne les événements de décembre. Ceux de GDANSK ont demandé notamment que soit publiée la liste complète de leurs camarades morts, ce qui a été fait en partie par un journal de GDANSK - qui a publié une liste de 28 noms de disparus. Ils demandent aussi que soient libérés leurs camarades emprisonnés pendant les événements de décembre et que les dirigeants responsables des tueries soient sanctionnés.

Enfin, comme manifestation remarquable on voit réapparaître les conseils ouvriers disparus depuis 1958. Ils bénéficient de la confiance des travailleurs au point que ceux-ci dédaignent les syndicats pour se réunir eux-mêmes et poser eux-mêmes leurs revendications. Les ouvriers demandent en effet que leurs propres représentants négocient directement avec le Gouvernement. Une délégation des ouvriers de la Baltique a été reçue à Varsovie par GIEREK mardi 19 janvier. Mais plus encore ils réclament que le rôle des conseils ouvriers soit accru ou que les syndicats soient démocratiques ou mieux encore qu'ils créent eux-mêmes leurs propres organisations syndicales qui seraient l'émanation des Comités.

Sur ce point, bien entendu, le Gouvernement oppose un refus catégorique.

La position de la bureaucratie est trop instable pour qu'elle prenne le risque de voir se former des organes de lutte de la classe ouvrière. Cependant, ils représentent une possibilité importante de manoeuvre dans la mesure où le parti favorise leur apparition là où ils sont nécessaires et peut ainsi les contrôler.

Le Gouvernement préfèrerait peut-être démocratiser les syndicats si cela était nécessaire, mais il ne semble pas que la situation le nécessite pour le moment, car si la combativité est certaine elle n'a pas atteint encore le degré qui produirait un bouleversement de situation.

0 0 0

LE SUCRIER ET LES PARASITES (FABLE CUBAINE)

Fidel est mécontent :

En juillet 1970 la ZAFRA (récolte de canne à sucre) avait été insuffisante : 8,5 millions de tonnes au lieu des dix prévues.

Il avait puni le ministre responsable, avait fait les critiques qui s'imposaient à l'égard du gouvernement. En ce début d'année c'est aux travailleurs qu'il s'en prend. Les "oisifs", ceux qui n'ont pas d'emploi sont menacés de six mois à deux ans de camp de travail pour toute "activité délictueuse, parasitaire et anti-sociale". En somme il faudra travailler dur, plus dur qu'avant, à CUBA. Au dire même du Premier Ministre, 1971 sera l'année de la productivité.

On pourrait croire que les perspectives sont une production visant à améliorer le sort des travailleurs cubains, mais il n'en est rien. En réalité, depuis deux ans, le prix du sucre sur le marché mondial est très avantageux pour les pays producteurs et Fidel Castro ne cache pas que c'est une occasion excellente d'acquérir des devises convertibles, d'autant plus que les autres exportations de matières premières sont en baisse. Aussi les travailleurs cubains devront-ils accroître leurs efforts pour alimenter le marché mondial et permettre à l'économie de l'île de réaliser un profit croissant.

...

Il n'y aura guère que quelques idolâtres visionnaires pour avancer qu'il s'agit là d'une subtilité du socialisme, car on voit mal comment une économie qui cherche sa place sur un marché capitaliste pourra être autre que capitaliste. N'importe quel Chef d'entreprise française, anglaise ou américaine a la même attitude que Fidel Castro. Quand le produit se vend bien il cherche à en fabriquer plus. De chaque côté le but est clair, produire des marchandises.

Cependant les moyens mis en oeuvre pour exploiter plus intensément les travailleurs diffèrent sensiblement. Sur l'île on ne fait pas le détail et l'on se réfère aux dures méthodes du stalinisme. Dans la nouvelle loi cubaine, il est beaucoup question des "oisifs", des "clochards", des parasites". Mais un article révèle quelle sera la ligne suivie par le gouvernement. Il y est dit que toute personne restant sans emploi pendant plus de quinze jours sera passible du camp de travail.

Autrement dit, il sera facile de renvoyer tous les gêneurs, notamment ceux qui n'apprécient pas leurs nouvelles conditions de travail et le manifestent, et après 15 jours "d'oisiveté" de les interner. Cela permettra probablement de maintenir pendant quelque temps une productivité suffisante et de tenir les travailleurs sous l'emprise de la crainte, comme en U. R. S. S. à l'époque de STALINE. Mais parallèlement il deviendra de plus en plus difficile de faire croire aux Cubains qu'ils vivent dans un paradis socialiste où ils sont des parasites.

Gageons qu'ils finiront par penser que les bouches inutiles sont plutôt les bureaucrates, ces curés du capitalisme d'Etat parmi lesquels on compte un fidèle certain, nommé Castro.

0

0 0

Adresse postale uniquement :

Jean COLIN - 75 rue Saint-Antoine
75 - PARIS (IV^e)

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'État à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combattifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GRUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).